



PRÉFET DE LA SARTHE

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION  
DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX  
CONCERNANT  
L'ÉPANDAGE DES BOUES DE LA STATION DES EAUX USÉES -  
COMMUNE DE MONTREUIL LE HENRI

DOSSIER N° 72-2018-00281

Le préfet de la SARTHE  
Officier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret no 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du Bassin Loire-Bretagne ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du Loir, approuvé le 25 Septembre 2015 ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 21 Janvier 2019, présenté par la commune de MONTREUIL LE HENRI représenté par Monsieur le Maire, enregistré sous le n° 72-2018-00281 et relatif à : l'épandage des boues de la station des eaux usées - commune de MONTREUIL LE HENRI ;

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**

**COMMUNE DE MONTREUIL LE HENRI  
72150 MONTREUIL LE HENRI**

**concernant : l'épandage des boues de la station des eaux usées - commune de MONTREUIL LE HENRI**

dont la réalisation est prévue dans les communes de : MONTREUIL LE HENRI, TRESSON.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.3.0	Epandage de boues issues du traitement des eaux usées, la quantité de boues épandues dans l'année, produites dans l'unité de traitement considérée, étant : 1° Quantité de matière sèche supérieure à 800 t/an ou azote total supérieur à 40 t/an (A) 2° Quantité de matière sèche comprise entre 3 et 800 t/an ou azote total compris entre 0,15 t/an et 40 t/an (D) Pour l'application de ces seuils, sont à prendre en compte les volumes et quantités maximales de boues destinées à l'épandage dans les unités de traitement concernées.	Déclaration	08/01/98

**Le déclarant peut débuter son opération dès réception du présent récépissé.** Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées aux mairies de : MONTREUIL LE HENRI, TRESSON où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE du Loir pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la SARTHE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie des communes de MONTREUIL-LE-HENRI et TRESSON, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**A LE MANS, le 25 Février 2019**  
**Pour le Préfet de la SARTHE**  
**Pour le Directeur Départemental des Territoires**  
**Le chef du service eau-environnement**

**LUC BARSKY**



Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.



Nom : commune de **MONTREUIL LE HENRI**

plan épandage des boues de la station de **MONTREUIL LE HENRI**

Code SANDRE : 0472210S001

Station en service depuis 1986

**ANNEXE TECHNIQUE AU RECEPISSE n° 72-2018-00281**

**Situation du 11/12/2018**

**Objet : plan d'épandage de la station de traitement des eaux usées**

**Bassin :** Loire-Bretagne

**Région :** PAYS DE LA  
LOIRE

**Département** SARTHE

**Agglomération :** **MONTREUIL LE HENRI**

**Service Police de l'Eau :** DDT 72

## Description

<b>Commune d'implantation</b>	<b>Coordonnées géographiques</b>
<b>MONTREUIL LE HENRI</b>	<b>X = 474683 - Y = 6798468</b>

**Maître d'ouvrage :** COMMUNE DE **MONTREUIL LE HENRI** (Public)

## Capacité de la station

<b>Charge maximale en entrée : (en 2015)</b>	35 EH	<b>Capacité nominale :</b>	200 EH
<b>Débit entrant relevé (en 2015):</b>	Qm: 8 m³/j	<b>Débit de référence :</b>	30 m³/j

**Filières de traitement :**

Lagunage naturel

La filière principale de valorisation est la valorisation agricole.

## Destination des boues : valorisation agricole

**Déclaration rubrique : 2.1.3.0**

**Production estimée pour la définition du plan d'épandage : 212 TMS soit 1464 kg Ntot**

**Surface agricole utile (SAU) concernée : 19,74 ha**

**Dosage brut : 21 à 70 T/ha**

**Exploitations intégrées au plan d'épandage : nom /commune siège de l'exploitation /SAU totale de l'exploitation/SMD /surface apte :**

- GUERINEAU Laurent / SAU : 23 ha / SMD 5,73 ha / apte : 5,73 ha

**Pression N/P (kg/ha de SAU) : 130/54**

- GAEC des ANFRIERES / SAU : 246 ha / SMD 17,94 ha / apte : 14,01 ha

**Pression N/P (kg/ha de SAU) : 206/55**

**Communes concernées par l'épandage (5 îlots): MONTREUIL LE HENRI et TRESSON**

**Se référer au dossier de déclaration établie par : SAUR – décembre 2018**





## PRÉFET DE LA SARTHE

Direction Départementale  
des Territoires de la Sarthe

Monsieur le Maire de la commune de  
**COMMUNE DE MONTREUIL LE HENRI**  
1 Place Ste Anne  
72150 MONTREUIL LE HENRI

### Service de police de l'eau

Dossier suivi par :  
Sandra GRANET

SR

Mèl : sandra.granet@sarthe.gouv.fr

Tél. : 02 72 16 41 55

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement :  
**l'épandage des boues de la station des eaux usées - commune de MONTREUIL LE HENRI**  
**Accord sur dossier de déclaration**

Réf. : 72-2018-00281

Le Mans, le 25 Février 2019

Monsieur le Maire,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant :

#### **l'épandage des boues de la station des eaux usées - commune de MONTREUIL LE HENRI**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 25 Février 2019, j'ai l'honneur de vous confirmer que je donne mon accord sur votre déclaration dont vous trouverez ci-joint les principales données techniques. Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier. **Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.**

**Conformément à l'article 15 de l'arrêté du 21 Juillet 2015, je vous rappelle que la transmission dématérialisée des données relatives aux plans et campagnes d'épandage doit être obligatoirement effectuée via l'application SILLAGE (dépôt des données sur verseau ou saisie directe dans l'application).**

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la (ou des) commune(s) : MONTREUIL LE HENRI, TRESSON pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la commission locale de l'eau du SAGE du Loir pour information. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de la SARTHE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois. En cas de recours par les tiers, la décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné.

Enfin je vous rappelle, qu'en application de l'article R 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque. En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le préfet et par délégation  
Pour le Directeur Départemental des Territoires  
Le chef du service eau-environnement

LUC BARSKY



pièces jointes : récépissé de déclaration valant accord  
fiche technique

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.